

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Premier Ministre, le 20 avril 1999, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "portant exécution des articles 6, 7 et 8 de la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations de sécurité", a donné le 7 juin 1999 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 20 april 1999 door de Eerste Minister verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot uitvoering van de artikelen 6, 7 en 8 van de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen", heeft op 7 juni 1999 het volgende advies gegeven :

Le deuxième alinéa en projet prévoit que l'autorité belge à laquelle l'on confie une pièce classifiée en vertu par exemple d'une convention internationale, pourra, si elle l'estime nécessaire, apposer sur cette pièce la mention du degré de classification belge correspondant à la mention étrangère en tenant compte du tableau comparatif annexé à l'arrêté en projet.

Alors que le projet a notamment pour objet de désigner, et ainsi limiter, les personnes qui pourront opérer les classifications, dans le cas d'espèce, cette limite ne semble plus être prise en considération puisqu'il s'agit de la première "autorité belge" saisie de la pièce.

Cette disposition doit être alignée davantage sur les autres dispositions en projet.

Article 9

1. Aux termes de l'article 15 de la loi du 11 décembre 1998, précitée, il revient au Roi de désigner "la ou les autorités collégiales compétentes pour délivrer ou retirer les habilitations de sécurité. Cette ou ces autorités sont ci-après dénommées <<l'autorité de sécurité>>".

L'article 9, alinéa 1er, du projet consacre l'existence de "l'Autorité nationale de sécurité", mais ne précise pas la composition de cette autorité, les modalités de sa saisine ou encore les délais dont elle dispose pour examiner les demandes d'habilitation de sécurité, alors qu'en vertu de l'article 22 de la loi du 11 décembre 1998, précitée, il appartient au Roi de fixer ces délais.

.../...

Ainsi que l'a déjà indiqué le fonctionnaire délégué, cette autorité fait l'objet d'un autre arrêté en projet dont le Conseil d'Etat vient d'être saisi (L. 29.381/2).

Une nouvelle fois, le Conseil d'Etat insiste sur la nécessité de compléter le présent arrêté en projet sur ces différents points.

Par ailleurs, cette disposition n'est pas clairement structurée. En effet, le premier alinéa en projet concerne la saisine de l'Autorité nationale de sécurité par l'intermédiaire de l'officier de sécurité, alors que les autres alinéas en projet sont consacrés aux personnes habilitées à signer les demandes d'habilitation de sécurité.

Il y a lieu de consacrer un article distinct pour chaque cas envisagé.

2. Au quatrième alinéa en projet, il est prévu que

"Pour les organes et préposés des personnes morales autres que celles citées à l'alinéa précédent, la demande est signée par la personne qui assure la direction de la personne morale.".

Cette disposition ne prend pas en compte le fait qu'une personne morale peut être dirigée par plusieurs personnes physiques ou même par une autre personne morale ...

La disposition en projet est trop limitative dans sa formulation.

.../...

Article 10

L'article 10 paraphrase les articles 11 et 13 de la loi du 11 décembre 1998 précitée et doit, dès lors, être omis.

Article 11

Aux termes de l'article 13, 1°, précité, l'officier de sécurité est un fonctionnaire titulaire d'une habilitation de sécurité.

En conséquence, le membre du cabinet d'un ministre doit posséder également la qualité de fonctionnaire et être titulaire de l'habilitation de sécurité.

Article 12

Cette disposition ne se concilie pas avec les termes de l'article 13, 1°, a), de la loi du 11 décembre 1998, précitée.

On ne peut, en effet, assimiler les membres d'un parquet aux fonctionnaires de l'administration publique. Une telle extension doit être clairement consacrée dans la loi.

S'agissant d'une disposition touchant à l'organisation de la justice ainsi qu'aux missions de magistrats, il y a lieu de modifier le Code judiciaire afin, notamment, de préciser le rôle de ces magistrats et les pouvoirs dont ils disposent à cet effet.

.../...

Une telle disposition pourra soulever certains problèmes, notamment quant à l'accès, par des particuliers, à un dossier d'instruction contenant des documents classifiés.

Il est rappelé à l'auteur du projet que, sur la base de l'article 61ter du Code d'instruction criminelle l'inculpé non détenu et la partie civile peuvent demander au juge d'instruction à consulter la partie du dossier concernant les faits ayant conduit à l'inculpation ou à la constitution de partie civile.

Qu'en sera-t-il si le juge d'instruction autorise un tel accès y compris à des pièces dites classifiées estimant qu'elles sont nécessaires aux droits de la défense des parties ? Quels seront les pouvoirs du magistrat du parquet désigné comme officier de sécurité par rapport à cette décision du juge d'instruction ?

Ces questions doivent trouver une réponse dans la loi et non dans l'arrêté en projet.

Cette disposition doit, en conséquence, être omise.

Article 17

Tel qu'il est rédigé, l'article 17 est dénué de portée normative et doit être omis.

.../...

Article 19

Cette disposition ne précise pas qui peut être le détenteur de documents classifiés et s'il doit être titulaire d'une habilitation de sécurité. Or, la logique de l'article 8 de la loi du 11 décembre 1998, précitée, veut que celui qui souhaite avoir accès à des documents classifiés soit titulaire d'une habilitation de sécurité correspondant au degré de classification de ces documents.

Par ailleurs, le projet n'indique pas sur la base de quels critères il sera décidé qu'un document a perdu de son utilité. Est-ce l'autorité d'origine qui a classifié le document qui devra marquer son accord sur sa destruction ou est-ce le détenteur qui décidera seul ? Selon le fonctionnaire délégué, une telle décision doit être prise par l'autorité d'origine.

Le troisième alinéa en projet fait, quant à lui, référence à "l'auteur de la destruction" sans définir cette notion.

Selon le fonctionnaire délégué, l'auteur de la destruction ne devrait pas être nécessairement titulaire d'une habilitation de sécurité à condition que l'opération de destruction se fasse sous le contrôle d'une personne titulaire de cette habilitation.

La disposition doit être revue afin d'apporter ces précisions.

Enfin, il est également permis de se demander si l'article 3 du projet ne doit pas être complété afin

.../...

d'envisager l'opération de destruction des documents classifiés.

Article 21

En ce qui concerne la référence au "parquet" il est renvoyé à l'observation formulée sous l'article 12 du projet.

Article 25

Il est fait référence à l'observation générale.

*

*

*

Observations finales de légistique

1° La première division d'une phrase est le 1°, 2°, ... Cette division peut à son tour être subdivisée en a), b), ... Il convient d'éviter la division en tirets, qui est de nature à créer des difficultés lorsqu'il s'agit de mentionner l'une de ces divisions (voir les articles 1er, 2, 5).

2° Les dispositions transitoires trouvent leur place dans le chapitre relatif aux dispositions diverses, transitoires et finales (voir les articles 6, alinéa 3, et 7, alinéa 3).

.../...

3° Il n'y a pas lieu de faire figurer dans un même article des dispositions qui sont sans rapport direct entre elles (voir l'article 9).

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht van de Regering op het feit dat de ontstentenis van de controle die de Kamer van Volksvertegenwoordigers krachtens de Grondwet moet kunnen uitoefenen, tot gevolg heeft dat de Regering niet over de volheid van haar bevoegdheid beschikt. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de Regering in aanmerking kan nemen als zij te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

Voorafgaande opmerking

De rechtsgrond van het onderhavige ontwerp is de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen.

Op 20 april 1999, toen het ontwerp ter fine van advies aan de Raad van State werd voorgelegd, was de voormelde wet van 11 december 1998 nog steeds niet bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad. Aangezien de gemachtigde ambtenaar de wettekst zoals die door de Koning bekrachtigd en afgekondigd was niet had overgelegd, verkeerde de Raad van State niet in de mogelijkheid het onderzoek van dat ontwerp aan te vatten. De voormelde wet is eerst op 7 mei 1999 in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt.

.../...

Teneinde de taak van de Raad van State voortaan te verlichten, zou het raadzaam zijn dat de steller van het ontwerp bij zijn adviesaanvraag een exemplaar voegt van de bekrachtigde en afgekondigde wet wanneer deze nog niet in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt.

Algemene opmerking

Bij artikel 29 van de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen wordt de Koning gemachtigd te bepalen op welke datum de bepalingen van die wet in werking treden.

Tot nog toe heeft de Koning niet bepaald op welke datum de voormelde bepalingen en, inzonderheid, de artikelen 6, 7 en 8 van de voormelde wet in werking treden.

Daaruit volgt dat het ontworpen besluit pas effect zal kunnen sorteren wanneer de wet die daarbij wordt uitgevoerd in werking is getreden.

De Raad van State is heel recentelijk om advies verzocht over een ontwerpbesluit tot uitvoering van de artikelen 12, 15, 17, 22 en 29 van de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen, waarbij de inwerkingtreding van die wet wordt geregeld.

Het thans onderzochte besluit zal op diezelfde datum in werking treden.

.../...

In plaats van verscheidene besluiten vast te stellen, was het beter geweest één enkele regeling te treffen die alle bepalingen tot uitvoering van de voornoemde wet bevat.

Bijzondere opmerkingen

Onderzoek van het ontwerp

Aanhef

Eerste lid

Er behoort te worden verwezen naar de bepalingen die de specifieke rechtsgrond van het ontworpen besluit vormen, namelijk de artikelen 6, 7 en 8 van de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen.

Tweede lid

Dit lid behoort te vervallen. De wet van 30 november 1998 houdende regeling van de inlichtingen- en veiligheidsdienst levert voor het ontworpen besluit immers geen rechtsgrond op.

.../...

Dispositief

Artikel 1

1. Om uiteenlopende interpretaties te voorkomen, behoort erop te worden gewezen dat de overheid van oorsprong tevens houder van de veiligheidsmachtiging is.

2. Het is niet raadzaam in het ontworpen onderdeel 4° te bepalen dat onder het begrip "document" ook "de stem" kan vallen. Het begrip "geluidsgegevens" lijkt ruim genoeg.

3. De definitie die in het ontworpen onderdeel 7° wordt gegeven van het begrip "compromittering" verschilt van de gebruikelijke betekenis van dat begrip. Volgens de gemachtigde ambtenaar wordt dat begrip echter courant gebruikt door de inlichtingendiensten.

Het is beter om in artikel 21 van het ontwerp niet naar deze term te verwijzen maar daarin de definitie op te nemen die eraan gegeven wordt.

Artikel 2

1. Krachtens deze bepaling zouden de ministeriële departementen bovenop de regels vervat in het ontworpen besluit aanvullende regels kunnen voorschrijven.

.../...

Zoals deze opdracht van bevoegdheid is gesteld, is zij strijdig met artikel 7 van de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen, welk artikel bepaalt dat "de Koning ... de nadere regels (bepaalt) voor de classificatie en declassificatie en voor de bescherming van informatie, documenten, gegevens, materieel, materialen of stoffen, en bepaalt welke overheden en personen een classificatieniveau kunnen toekennen."

Volgens de uitleg van de gemachtigde ambtenaar is het niet de bedoeling aan die wetsbepaling voorbij te gaan. Het is de bedoeling elk ministerie in staat te stellen specifieke maatregelen te treffen om voor de bescherming van zijn geclassificeerde stukken te zorgen, waarbij die aanvullende regels vooral van technische aard zijn.

Gelet op die uitleg behoort de ontworpen bepaling gepreciseerd te worden en dienen de ministers daarbij te worden gemachtigd zulke regels vast te stellen.

2. Ook de draagwijdte van het tweede streepje doet bij de Raad van State vragen rijzen, aangezien daarin niet bepaald wordt door wie die strengere beschermingsmaatregelen moeten worden getroffen.

Gelet op het voormelde artikel 7, is er grond om er van uit te gaan dat alleen de Koning ertoe gemachtigd is dat te doen. Zoals de gemachtigde ambtenaar heeft aangegeven, zouden die maatregelen echter ook van louter technische aard kunnen zijn, in welk geval het uitvaardigen

.../...

ervan aan de ministers in kwestie zou kunnen worden toevertrouwd.

Gelet op de verstrekte uitleg, dient deze bepaling te worden herzien opdat duidelijk wordt aangegeven wat de opdracht van bevoegdheid aan de ministers inhoudt.

Artikel 3

Er wordt verwezen naar de opmerking die bij artikel 19 zal worden gemaakt.

Artikel 4

1. Het ontworpen eerste lid behoort te vervallen doordat daarin alleen de beginselen vervat in de artikelen 3, 4 en 5 van de voormelde wet van 11 december 1998 worden geparafraseerd.

2. In het ontworpen tweede lid wordt bepaald dat de overheid van oorsprong "een classificatieniveau toe(kent) met toepassing van artikel 4 van dezelfde wet, zonder er evenwel een hoger classificatieniveau aan toe te kennen dan het niveau van veiligheidsmachtiging waarvan zij houder is."

Deze bepaling lijkt in feite een louter gevolg van het beginsel dat uitgedrukt is in artikel 9 van de wet van

.../...

11 december 1998, welk artikel bepaalt dat "het niveau van de veiligheidsmachtiging wordt bepaald door het classificatieniveau van de informatie, documenten of gegevens, het materieel, de materialen of stoffen waartoe de houder van de machtiging toegang kan dienen te hebben voor de uitoefening van zijn functie of zijn opdracht."

Bijgevolg zal de houder van een veiligheidsmachtiging van het niveau "geheim" geen toegang kunnen hebben tot documenten die als "zeer geheim" zijn geklasseerd. Wegens dat verbod om daartoe toegang te hebben, zal hij voor dat type documenten geen classificatieniveau kunnen toekennen en zal hij dat classificatieniveau evenmin kunnen wijzigen.

Deze bepaling mag dan ook vervallen.

3. De juiste draagwijdte van het ontworpen derde lid ontgaat de Raad van State.

Deze bepaling lijkt voor te schrijven dat de beslissing tot classificatie kan worden beïnvloed door "de operationele noodwendigheden" en door "de noodzaak van kennisname door de bestemming, gelet op zijn verantwoordelijkheden". Krachtens artikel 5 van de voormelde wet van 11 december 1998 wordt het classificatieniveau echter bepaald volgens de inhoud. De wet bepaalt dan ook niet dat aan enige andere voorwaarde moet zijn voldaan om tot classificatie te kunnen overgaan.

.../...

Uit de uitleg van de gemachtigde ambtenaar blijkt dat het de bedoeling is te voorkomen dat de classificatie van een document ertoe leidt dat andere acties, inzonderheid politionele en gerechtelijke acties, niet kunnen worden opgezet.

Artikel 8 van de wet bepaalt echter het volgende :

"Niemand heeft toegang tot geclassificeerde informatie, documenten of gegevens, materieel, materialen of stoffen, tenzij hij houder is van een overeenstemmende veiligheidsmachtiging en voor zover de kennisname en de toegang noodzakelijk zijn voor de uitoefening van zijn functie of zijn opdracht, onverminderd de eigen bevoegdheden van de gerechtelijke overheden.".

In de wet wordt dus bepaald dat degene die kennis wil nemen van een geclassificeerd document houder dient te zijn van een veiligheidsmachtiging die overeenstemt met het classificatieniveau van het document. Voor de gerechtelijke overheden wordt echter uitdrukkelijk een uitzondering gemaakt.

In het licht van de artikelen 5 en 8 van de voormelde wet kan het ontworpen derde lid niet behouden blijven.

Artikel 5

1. De Raad van State ziet niet in waarom de ontworpen paragraaf 1 alleen betrekking heeft op de classificatie en niet tevens op de declassificatie. De gemachtigde ambtenaar heeft toegegeven dat de declassificatie over het

.../...

hoofd is gezien. De bepaling behoort op dat punt te worden aangevuld.

2. In het eerste streepje behoort te worden aangegeven dat het gaat om het College voor inlichting en veiligheid ingesteld bij het koninklijk besluit van 21 juni 1996.

3. In het tweede streepje verwijst het begrip "militaire attachés", zoals de gemachtigde ambtenaar heeft aangegeven, naar hogere officieren die in sommige Belgische ambassades zijn aangesteld.

Het is raadzaam die precisering in de tekst op te nemen.

4. Het achtste streepje heeft betrekking op "de nationale veiligheidsoverheid".

De minister heeft kort geleden ter fine van advies aan de Raad van State een ontwerpbesluit voorgelegd tot uitvoering van de artikelen 12, 15, 17, 22 en 29 van de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen (L. 29.381/2), waarbij de voormelde "nationale veiligheidsoverheid" wordt ingesteld.

In plaats van het aantal verordeningsteksten sterk te doen toenemen, had men er beter aan gedaan de bepalingen

.../...

van die onderscheiden besluiten tot uitvoering van de voormelde wet van 11 december 1998 in één enkele regeling op te nemen.

5. De ontworpen paragraaf 2 hoort niet thuis bij artikel 5 van het ontwerp. Het zou beter zijn die paragraaf op te nemen in afdeling 3 van hoofdstuk II van het ontwerp die betrekking heeft op de bewaring van geclassificeerde stukken.

Artikel 6

De juiste draagwijdte van het ontworpen derde lid ontgaat de Raad van State, inzonderheid wanneer daarin sprake is van "collectieve classificaties".

Uit de uitleg van de gemachtigde ambtenaar volgt dat de bedoeling van de steller van het ontwerp erin bestaat ervoor te zorgen dat de bestaande documenten voor alle ministeries niet opnieuw geclassificeerd behoeven te worden. Bijgevolg is het de bedoeling over te gaan tot "gegroepeerde classificaties" per sector van bedrijvigheid.

Gelet op die uitleg behoort de uitdrukking "collectieve classificaties" nader te worden bepaald.

Voorts houdt het derde lid van dit artikel een overgangsbepaling in, die beter aan het slot van het ontwerp in hoofdstuk III zou worden ondergebracht.

.../...

Artikel 7

Zoals met de voorgaande overgangsbepaling is de opzet van het derde lid te vermijden dat de bestaande vermeldingen op reeds geclassificeerde documenten in overeenstemming moeten worden gebracht met de vermeldingen waarin deze bepaling van het ontwerp voorziet.

Doordat de bepaling in dit lid een overgangsbepaling is, dient ze aan het slot van het ontwerp te worden opgenomen.

Artikel 8

Artikel 6 van de voormelde wet van 11 december 1998 bepaalt :

"De informatie, documenten, of gegevens, het materieel, de materialen of stoffen die geclassificeerd werden, in welke vorm ook, ter uitvoering van internationale verdragen of overeenkomsten die bindend zijn voor België, behouden de classificatie die hen is toegekend.

De Koning regelt de verhouding van de in artikel 4 bedoelde classificatieniveaus tot die welke het gevolg zijn van de internationale verdragen of overeenkomsten die bindend zijn voor België."

Het ontworpen tweede lid bepaalt dat de Belgische overheid aan wie een stuk toevertrouwd is dat met toepassing van bijvoorbeeld een internationale overeenkomst geclassificeerd is, indien ze dat nodig acht, op dat stuk de

.../...

vermelding kan aanbrengen van het Belgische classificatieniveau dat overeenstemt met de buitenlandse vermelding, op grond van de vergelijkende tabel die als bijlage bij het ontworpen besluit gevoegd is.

Hoewel het ontwerp inzonderheid tot doel heeft de personen aan te wijzen die die classificaties mogen verrichten, en hun aantal aldus te beperken, lijkt die limiet in het onderhavige geval niet meer in aanmerking te worden genomen, aangezien het gaat om de eerste "Belgische overheid" aan wie het stuk toevertrouwd is.

Deze bepaling dient beter te worden afgestemd op de overige ontworpen bepalingen.

Artikel 9

1. Volgens artikel 15 van de voormelde wet van 11 december 1998 wijst de Koning "de collegiale overheid of overheden aan die bevoegd is of zijn de veiligheidsmachtigingen af te geven of in te trekken. Die overheid of overheden worden hierna "de veiligheidsoverheid" genoemd".

Artikel 9, eerste lid, van het ontwerp legt het bestaan vast van de "Nationale Veiligheidsoverheid", maar preciseert niet de samenstelling van die overheid, de nadere regels volgens welke aan die overheid een aanvraag gericht wordt of nog de termijnen waarover ze beschikt om de aanvragen voor een veiligheidsmachtiging te onderzoeken,

.../...

terwijl krachtens artikel 22 van de voormelde wet van 11 december 1998 de Koning die termijnen bepaalt.

Zoals de gemachtigde ambtenaar reeds aangegeven heeft, is onlangs het advies van de Raad van State gevraagd over een ander ontwerp van besluit waarin die overheid aan de orde is (L. 29.381/2).

Opnieuw beklemtoont de Raad van State de noodzaak om het onderhavige ontwerp van besluit op die verschillende punten aan te vullen.

Die bepaling is overigens niet duidelijk gestructureerd. Het ontworpen eerste lid heeft immers betrekking op het adiëren van de Nationale Veiligheidsoverheid via de veiligheidsofficier, terwijl de overige ontworpen leden handelen over de personen die gemachtigd zijn om de aanvragen voor veiligheidsmachtigingen te ondertekenen.

Elk beoogd geval dient te worden behandeld in een afzonderlijk artikel.

2. Het ontworpen vierde lid bepaalt het volgende :

"Voor de organen en de aangestelden van andere rechtspersonen dan die genoemd in het vorige lid, wordt de aanvraag ondertekend door de persoon die het bestuur van de rechtspersoon verzekert.".

In die bepaling wordt geen rekening gehouden met het feit dat een rechtspersoon bestuurd kan worden door

.../...

verschillende natuurlijke personen en zelfs door een andere rechtspersoon ...

De ontworpen bepaling is te limitatief geformuleerd.

Artikel 10

Artikel 10 is een parafrase van de artikelen 11 en 13 van de voormelde wet van 11 december 1998 en dient dan ook te vervallen.

Artikel 11

Naar luid van het voormelde artikel 13, 1°, is de veiligheidsofficier een ambtenaar, die houder is van een veiligheidsmachtiging.

Bijgevolg moet het lid van het kabinet van een minister eveneens de hoedanigheid van ambtenaar bezitten en houder zijn van een veiligheidsmachtiging.

Artikel 12

Deze bepaling is niet overeen te brengen met de bewoordingen van artikel 13, 1°, a), van de voormelde wet van 11 december 1998.

.../...

De leden van een parket kunnen immers niet worden gelijkgesteld met ambtenaren van het openbaar bestuur. Zulk een uitbreiding dient duidelijk in de wet te worden vastgelegd.

Doordat het gaat om een bepaling die betrekking heeft op de organisatie van het gerecht, alsmede op de taken van de magistraten, dient het Gerechtelijk Wetboek te worden gewijzigd, inzonderheid om de rol van die magistraten en de bevoegdheden waarover ze te dien einde beschikken, te preciseren.

Zulk een bepaling kan bepaalde problemen doen rijzen, inzonderheid wat betreft de toegang van particulieren tot een onderzoeksdossier dat geclassificeerde documenten bevat.

De aandacht van de steller van het ontwerp wordt erop gevestigd dat overeenkomstig artikel 61ter van het Wetboek van Strafvordering de niet aangehouden inverdenkinggestelde en de burgerlijke partij de onderzoeksrechter kunnen verzoeken om inzage van het deel van het dossier betreffende de feiten die tot de inverdenkingstelling of tot de burgerlijke partijstelling hebben geleid.

Wat zal er gebeuren als de onderzoeksrechter die inzage toestaat, met inbegrip van stukken die geclassificeerd heten te zijn, omdat hij meent dat ze nodig zijn omwille van de rechten van verdediging van de partijen? Welke bevoegdheden zal de als veiligheidsofficier aangewezen

.../...

parketmagistraat hebben ten aanzien van die beslissing van de onderzoeksrechter ?

Op die vragen dient de wet, en niet het ontworpen besluit, een antwoord te bieden.

Die bepaling dient derhalve te vervallen.

Artikel 17

Zoals het gesteld is, mist artikel 17 regelgevende kracht en dient het te vervallen.

Artikel 19

In die bepaling is niet aangegeven wie geclassificeerde documenten kan bezitten en of die persoon houder moet zijn van een veiligheidsmachtiging. Artikel 8 van de voormelde wet van 11 december 1998 dient echter zo te worden uitgelegd dat degene die toegang wil hebben tot geclassificeerde documenten, houder moet zijn van een veiligheidsmachtiging voor het classificatieniveau van die documenten.

In het ontwerp is overigens niet aangegeven op grond van welke criteria wordt uitgemaakt of een document minder nuttig geworden is. Moet de overheid van oorsprong die het document geclassificeerd heeft toestemming geven om het te laten vernietigen of beslist de bezitter alleen ?

.../...

Volgens de gemachtigde ambtenaar moet de overheid van oorsprong die beslissing nemen.

In het ontworpen derde lid worden de bewoordingen "auteur van de vernietiging" gebruikt zonder dat die notie omschreven wordt.

Volgens de gemachtigde ambtenaar hoeft de auteur van de vernietiging niet noodzakelijkerwijs houder van een veiligheidsmachtiging te zijn, mits de vernietiging plaatsgrijpt onder het toezicht van een persoon die houder is van een veiligheidsmachtiging.

De bepaling dient met het oog op die verduidelijkingen te worden aangepast.

Ten slotte kan men zich geredelijk afvragen of artikel 3 van het ontwerp niet in die zin dient te worden aangevuld dat ook de vernietiging van de geclassificeerde documenten eronder valt.

Artikel 21

In verband met de verwijzing naar het "parket" wordt verwezen naar de opmerking die bij artikel 12 van het ontwerp gemaakt is.

.../...

Artikel 25

Er wordt verwezen naar de algemene opmerking.

*

*

*

Slotopmerkingen van wetgevingstechnische aard

1° Een zin wordt eerst ingedeeld in 1°, 2°, ... Die indeling kan dan verder onderverdeeld worden in a), b), ... Men vermijde een onderverdeling in streepjes, die problemen kan doen rijzen wanneer naar een van die onderverdelingen dient te worden verwezen (zie de artikelen 1, 2, 5).

2° De overgangsbepalingen horen thuis in het hoofdstuk betreffende de diverse, overgangs- en slotbepalingen (zie de artikelen 6, derde lid, en 7, derde lid).

3° Bepalingen waartussen geen rechtstreeks verband bestaat, mogen niet in eenzelfde artikel voorkomen (zie artikel 9).
